



Dis, pépé, t'en as beaucoup des billets cachés dans ta maison ?



Non, Filou, les billets, je vais les chercher à la banque quand j'en ai besoin.

Et la banque, elle te les donne ou elle te les vend ?

Mais ils sont à moi ! Je les ai déposés chez elle et je vais en chercher quand je veux.



Donc la banque, c'est comme un grand placard... mais les billets, ils viennent d'où ?

Dis, Pépé, c'est intéressant... je pourrai monter une banque quand je serai grand ?

Pourquoi pas ? Je t'en parlerai quand on se promènera dans le panneau 5.

Pépé, est-ce que la banque peut prêter plus que ce qu'elle a en dépôt ?

Mais oui, mon petit !

Alors ça, tu m'épates ! Tu veux dire que les banques créent de l'argent ? Et qu'elles prennent ainsi des risques énormes de non remboursement ?

Elles en font surtout prendre aux autres, à nous, aux États... tu verras. Je veux te faire comprendre comment ça marche et chercher les causes de la crise financière.

Filou, je vais t'expliquer... Au début, les sous, ce n'étaient pas des billets. Je vais te raconter ce que c'était, et pourquoi on a inventé les billets, les chèques et tout ça. Viens, on va se promener dans le panneau n° 3. Je te dirai même qui fabrique les billets !

Mais alors, si ce n'est pas qu'un placard la banque, c'est quoi ?

Oh ! De mon temps, la banque c'était simple ! Elle recevait les économies des gens d'un côté, et de l'autre, elle prêtait...

Tu pouvais aussi bien placer ton argent qu'emprunter...

En quelque sorte, la banque faisait tourner l'argent des entreprises et des particuliers pour faire marcher l'économie - en prélevant au passage une rémunération pour elle - et en faisant bien attention au choix de ses clients pour être sûre qu'ils rembourseraient leurs emprunts.

Les banques, ça nous intéresse.

Et vous ?

Après l'expo sur la sécurité sociale, la BD sur les paradis fiscaux, un petit groupe de Attac 49, appelé «Tobin», s'intéresse aux banques et à ce qu'elles font de notre argent...

Bonne lecture des divers panneaux !



Il était une fois...

ou la drôle d'histoire des banques



Quand est-ce que ça commence l'histoire des banques en occident ?

Il y a plus de 5 000 ans.

Raconte, pépé !

Cela se passait en Mésopotamie. Les autorités religieuses accordaient des prêts, d'abord en grains, pour les semences, puis ensuite en argent-métal. Les codes prévoyaient les modalités de remboursement et déjà, le montant des intérêts.

Et le métier de banquier, il apparaît quand ?

En Grèce, c'est la profession de changeur-essayeur qui apparaît au VI^e siècle avant J.-C. Les changeurs convertissaient les pièces étrangères des marchands en pièces locales. Une commission sur le change était prévue. Les essayeurs contrôlaient les alliages. Ils s'installaient près des ports, des marchés, ou sur la grand-place de la cité. À Rome, c'est au IV^e siècle avant J.-C. que la banque apparaît.

Ce sont donc les changeurs-essayeurs qui sont devenus les banquiers dans l'antiquité ?

Oui, les gens ont commencé à déposer des pièces d'or, d'argent. Et ce sont les «banquiers» qui proposent alors des prêts remboursables à terme avec intérêts. Va voir dans les panneaux 5 et 6 sur l'argent-dette, tout est expliqué !

Est-ce que le développement des banques va continuer au fil du temps ?

Oh que non ! avec la chute de l'empire romain au V^e siècle, tout s'écroule, la confiance disparaît, les activités bancaires chutent. Près d'un millénaire devra s'écouler avant d'égaliser, au XV^e siècle, le niveau économique et monétaire de l'empire romain.

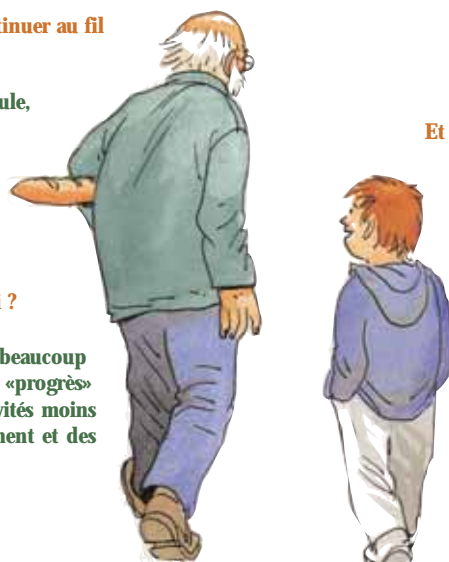
Bon, d'accord, il y a 5 000 ans... il y a 1 500 ans... en Mésopotamie... en Grèce, à Rome...

Mais comment les banques sont-elles devenues ce qu'elles sont aujourd'hui ?

Eh bien ! elles ont toujours été aux côtés des secteurs qui avaient besoin de beaucoup de moyens. Elles ont participé au développement des sociétés, favorisé le «progrès» technologique, médical, des loisirs... Mais elles ont aussi soutenu des activités moins reluisantes (traite négrière, culture de l'opium, développement de l'armement et des guerres...).

Et aujourd'hui ? quels secteurs soutiennent-elles ?

Ah ! Aujourd'hui... Nous allons voir cela dans les panneaux suivants, mais sache qu'aucun citoyen européen ne peut plus vivre sans banque et que le rôle des banques est, normalement, de participer à l'investissement, créateur de richesse.



3 La monnaie

toujours une histoire de confiance



Et quand je serai grand, est-ce que les billets, ça existera encore ?

De mon temps, la carte bleue, ça n'existait pas !



La monnaie d'un pays (ou d'une zone monétaire) définit une unité de valeur (dollar, euro...) commune à tous, ce qui facilite les échanges commerciaux et permet de faire des réserves. La monnaie a toujours été créée et contrôlée par une autorité (roi, empire, État) à laquelle les utilisateurs accordaient leur confiance

Le système monétaire international

L'étalon-or

Jusqu'à la guerre 1914-1918, les grandes monnaies (dollar, livre...) sont définies par un certain poids d'or, ce qui facilite la conversion des monnaies.

La crise de 1929 va perturber ce système et les conséquences de la seconde guerre mondiale vont l'achever.

1944 : accords de Bretton Woods

le système monétaire international repose sur le dollar, seule monnaie convertible en or.

depuis 1971, fin de toute référence à l'or

La monnaie devient une marchandise comme une autre, sur laquelle le marché des devises peut spéculer.

Aujourd'hui, c'est l'équivalent de 4000 milliards de dollars échangés par jour.

C'est 100 fois plus que les montants liés aux marchandises échangées chaque jour dans le monde. Les banques privées sont au cœur de ce système spéculatif.

Des habitudes de paiement de plus en plus simples !

En 1960, 41% des paiements étaient en billets (monnaie fiduciaire).

En 2007, 10% des paiements se font en billets et 90% par chèques, virements ou cartes bancaires (monnaie scripturale).

90% de la monnaie est donc émise par les banques privées (voir panneau 5).

Monnaie

Antiquité

Billet

Vers 1700

Carte bancaire (argent virtuel)

XIX^e siècle, XX^e siècle, aujourd'hui

Début des années 1700 : monnaie fiduciaire (du latin *fiducia* ou confiance). Premiers billets (banque d'Angleterre) Pour créer la confiance dans un morceau de papier, les billets étaient échangeables en or. Ce sont les banques centrales qui émettent les billets (monnaie fiduciaire).

Depuis l'antiquité : pièces métalliques. La richesse du roi Crésus est due à l'or de la rivière Pactole, en Asie Mineure. C'est aujourd'hui la « petite monnaie » dite divisionnaire.



Depuis les XIX^e et XX^e siècles : généralisation des chèques et cartes bancaires avec écriture sur des comptes bancaires. C'est la monnaie scripturale.

Avant le milieu des années 80, la loi bancaire de 1945 avait **séparé les activités des banques de dépôt et des banques d'affaires**. Le rôle des banques de dépôt était alors de gérer les comptes de leurs clients : dépôts, paiements... et d'accorder des crédits, en assumant les risques de non-remboursement (crédits encadrés par la loi).

Aujourd'hui la spéculation libérée

En 1984, a été institué l'**établissement de crédit** (nouveau nom, trompeur, de la banque) qui regroupe les fonctions de banque traditionnelle (dépôts, crédits...) et les fonctions du marché financier. Les principales sources de profits ne sont plus les crédits mais les opérations de marché de nature spéculative (marché monétaire, actions et obligations...).



Une cascade de scandales

Cette dérégulation a conduit à des crises, des scandales comme celui de Goldman Sachs (la plus célèbre banque d'affaires du monde) passée en 20 ans de l'état de banque de conseil prudente à l'état de casino spéculatif (voir panneau 10). Elle a aussi généré une concentration des banques, avec création de mastodontes instables soutenus en cas de faillite par les autorités financières et politiques.

Le lobbying des banquiers

Les établissements de crédit (banques) ont fait pression sur les autorités financières pour obtenir une réglementation laxiste (mépris des règles de prudence en matière de fonds propres, de limitation du droit d'accorder des prêts...). Des prêts sont alors de plus en plus facilement consentis sans contrôle (subprimes), le risque de non-remboursement n'étant plus assumé par le prêteur.
ex : titrisation panneau 8

Et les bonus ?

En 2009, la BNP a prévu de verser 1 milliard d'euros de bonus à ses traders... véritable invitation à des prises de risques et à des manipulations frauduleuses.
Merci la crise !

Une question

Accepteriez-vous de prêter, sans intérêts (dépôt), votre argent à une bande de joueurs au casino ?
C'est pourtant ce que vous faites !

1980



Entre 1980 et 2006, dans l'actif des banques françaises, la part des crédits accordés à la clientèle est passée de 84% à 30% et la part des titres boursiers (marché monétaire, actions et obligations) est passée de 5% à 55%.

(d'après Plihon, *La monnaie et ses mécanismes*)

Titres boursiers

2006



5 Des prêts utiles à la société

En accordant des prêts (et donc en créant de la monnaie), les banques participent à la création des richesses :

Prêter à un particulier pour **construire une maison...**

Prêter à l'État pour **construire des infrastructures** (écoles, routes, hôpitaux...)

Prêter à une entreprise pour **produire des biens d'équipement** (machines-outils, tracteurs, meubles...)

L'argent comme outil!



De tels prêts accordés pour des réalisations de projets socialement utiles donnent lieu à une dette dont le remboursement est légitime, sauf si le prêt a été fait dans des conditions abusives ou mensongères, comme dans le cas des *emprunts toxiques* contractés, par exemple, par des collectivités publiques pour des travaux, ou dans le cas des crédits accordés à des particuliers au-delà de leur capacité connue de remboursement (cas des subprimes).

En revanche, prêter à des spéculateurs ne crée pas de richesses. Le spéculateur ne fait que capter des richesses produites par d'autres.

Et toutes les dettes ne sont pas utiles à la société. Créer des dettes en diminuant la contribution des citoyens les plus riches n'augmente pas la richesse d'une nation.

Dire que nous laissons des dettes à nos enfants n'est pas toujours justifié, car ces dettes, si elles sont bonnes, correspondent à de vraies richesses qui vont profiter aux enfants.

Et n'oublions pas que tant qu'une dette n'est pas remboursée, l'argent emprunté circule dans la communauté, participe et contribue à la vie économique de la cité. Lorsqu'on nous martèle qu'il faut réduire la dette, cela laisse pour le moins planer un doute bien préoccupant, soit sur les compétences, soit sur l'honnêteté des dirigeants de l'Europe. Le vrai problème est celui de l'usage de la dette et des capacités de remboursement.

« Il y a deux sortes de banquiers : les incompetents, les escrocs et moi. »
(Propos d'un banquier local)

Et si vous vous y mettiez ?

Recette pour créer un établissement de crédit

Ingrédients

- Un capital minimum allant de 1,1 à 4 millions d'euros selon le type d'établissement financier à créer.
- Au moins deux dirigeants possédant l'honorabilité, la compétence et l'expérience adéquates.

Ustensiles

- Une loi bancaire votée en 1984 et modifiée en 2010 qui prévoit les conditions de création d'une banque.
- Une Autorité de Contrôle Prudentiel (ACP).

Recette

- Réunir les ingrédients.
- Faire une demande d'autorisation d'ouverture.
- Adresser le dossier à l'autorité de contrôle prudentiel qui vérifie que la forme juridique de l'entreprise que vous envisagez de créer est bien en adéquation avec l'activité d'un établissement de crédit.
- Attendre 12 mois à partir du dépôt de la demande.
- Obtenir l'agrément.

Si vous voulez plus d'informations, vous pouvez vous adresser à la banque de France.

www.banque-france.fr/acp/index.htm



Mais comment les banques peuvent-elles prêter de l'argent qu'elles n'ont pas ?

En créant elles-mêmes de la monnaie !

EN 2007,
90% de la monnaie était créée par les banques privées sous forme de crédit (donc par jeu d'écritures). Les 10 % restants sont créés par la Banque Centrale Européenne (BCE).



Exemple :

Monsieur Durand, pour rénover sa maison, doit emprunter 50 000 euros.

Il s'adresse à sa banque A. Le crédit de 50 000 euros lui est accordé (M. Durand devra domicilier son salaire à la banque ou signer une hypothèque sur sa maison). Voici ce que la banque va écrire dans sa comptabilité :

ACTIF (ce que la banque possède)
50 000 euros

PASSIF (ce que la banque doit)
50 000 euros

Ces 50 000 euros ne sont qu'une promesse de remboursement. Le salaire (ou la maison) de M. Durand appartient alors virtuellement à la banque tant que l'emprunt n'est pas totalement remboursé.

Ces 50 000 euros sont versés sur le compte de M. Durand.

Si M. Durand rembourse normalement la banque A, la dette sera annulée et la monnaie correspondante (50 000 euros) sera dite détruite. C'est comme si une éponge effaçait le jeu d'écritures de départ (compteur remis à zéro). Mais la banque a encaissé les intérêts dus par M. Durand !



Mais que se passe-t-il si M. Durand ne rembourse pas la banque ?

La banque peut récupérer le salaire ou la maison, mais en période de récession cela ne suffit pas toujours ! Les comptes de la banque ne seront plus équilibrés (il y aura un passif) et la banque peut être déclarée en faillite.

M. Durand peut alors signer des chèques.

Exemple : chèque de 30 000 euros à un entrepreneur E, chèque de 10 000 euros à un commerçant C, qui à leur tour vont déposer leur chèque à leur banque (on suppose qu'il s'agit de la même banque A). C'est de la monnaie scripturale qui a ainsi circulé de compte en compte.

On dit alors que c'est la dette de M. Durand qui a fait les dépôts du commerçant C et de l'entrepreneur E.

Ce système ne fonctionne donc que sur la confiance.

Il reste 10 000 euros que M. Durand décide de retirer sous forme de billets (monnaie fiduciaire). **Mais la banque A ne peut créer ces 10 000 euros en billets ; seule la Banque centrale le peut.**

Si la banque A n'a pas ces billets, elle doit se les procurer à la Banque centrale ou sur le marché monétaire.



Faire confiance se dit aussi accorder du crédit !

Il y a bien eu création de monnaie, les 50 000 euros versés sur le compte de M Durand ont circulé dans l'économie, mais ils auront disparu à la fin du remboursement, cette monnaie scripturale est temporaire ! La banque A n'a rien déboursé, et elle a encaissé des intérêts...

Fastoche ! Il n'existe pas de limite pour créer de l'argent ?

Pas si simple ! Car en retirant 10 000 euros en billets, M. Durand a provoqué une fuite de 10 000 euros de monnaie scripturale vers de la monnaie fiduciaire, que les banques privées ne peuvent pas créer. De plus, ces dernières doivent respecter des règles de prudence (panneau 7).



Tant que les gens acceptent ce système de reconnaissance de dettes, basé sur la confiance, le système peut fonctionner...

À une autre échelle, on peut remplacer M. Durand par un pays. Si le pays ne peut pas rembourser, les créanciers peuvent devenir propriétaires d'une partie du pays, la partie la plus rentable évidemment !

La Banque Centrale Européenne comme chef d'orchestre ?

Dans la zone euro, chaque banque doit avoir un compte ouvert à la Banque centrale.

Sur ce compte sont inscrits, en **monnaie centrale** (fiduciaire) :

- Le montant des **fonds de réserve** (2% du montant des dépôts détenus par la banque)
- Le montant des **achats de billets** pour faire face à la demande de la clientèle
- Le montant des **règlements interbancaires** : un prêt accordé à un client d'une banque A peut donner lieu à des dépôts dans une autre banque B.

La banque centrale prêteur en dernier ressort

Si une banque est en difficulté (manque de liquidités, risque de faillite) la banque centrale peut venir à son secours en lui accordant un prêt.

La banque centrale (BCE dans la zone euro) a le pouvoir de réguler la création monétaire et les taux d'intérêts.

Y'a que ça comme règles ?



Pour diminuer les risques (par exemple non remboursement de crédits, fraudes, pannes informatiques...), la Banque des Règlements Internationaux dont le siège est à Bâle a établi un ratio de solvabilité : les fonds propres de chaque banque (le capital de la banque) doivent représenter un pourcentage minimum de 8% du montant des crédits attribués (ratio de Bâle III).

Ceci n'est qu'une recommandation, pas une obligation.



Supposons que, par prudence, les banques respectent un pourcentage de réserves obligatoires égal à 10% du montant de leurs dépôts. 1 000 euros déposés peuvent alors donner lieu à un crédit (donc création de monnaie) de 900 euros (il reste bien sûr 10 % en réserve).

Ce crédit de 900 euros va donner lieu à des dépôts de 900 euros, sans doute dans d'autres banques, lesquelles à leur tour vont pouvoir prêter 810 euros et ainsi de suite...

Au total, les 1 000 euros de départ peuvent conduire à 10 000 euros de crédits par l'ensemble du secteur bancaire :

c'est le pouvoir multiplicateur.

Mais aucune banque ne détient ce pouvoir à elle-seule, même si elle peut toujours prêter plus que ce qu'elle a en dépôt.

Confiance et secret : incompatibles !

En période d'économie favorable, les banques prospèrent en prêtant beaucoup, parfois en prenant des risques...et elles empochent les intérêts !

En période de crise, la confiance peut s'effondrer, cette confiance se jouant sur la capacité de remboursement des emprunteurs.

Si tous les clients d'une banque perdaient confiance et voulaient retirer tous leurs avoirs en même temps, la banque ne pourrait répondre, créant alors une immense panique.

Et nous revenons toujours à la question de la confiance...

Actuellement toutes les tricheries sont possibles : les paradis fiscaux opèrent dans le secret et permettent de brouiller toutes les pistes ; la titrisation (voir panneau 8) contourne la réglementation.

Une patate chaude... la titrisation

Ma banque, elle voit grand ! Pour avoir beaucoup de rentrées d'intérêts, et les avoir vite, il faut qu'elle fasse beaucoup de prêts. Comme ses droits de prêter sont limités par des règles (voir panneau 6), elle va essayer de contourner les règles, pour prêter même à des gens peu solvables... en essayant toutefois de ne pas garder les risques de non-remboursement pour elle.



Pour cela, la banque a inventé la titrisation :

Avec ses créances (ce que les emprunteurs lui doivent) :

elle fabrique un fonds commun de créances (FCC) sorte de SICAV (Société d'Investissement à Capital Variable), et elle en vend les parts, titres ou actions, à des investisseurs professionnels alléchés par des taux de rendement élevés ;

et les investisseurs peuvent eux-mêmes refaire l'opération, titriser à nouveau... c'est la boule de neige qui grossit...

Le résultat final est si complexe que même les banquiers n'y comprennent plus rien... la machinerie est hors contrôle.

A quoi ça sert, cette titrisation ?

Avec la titrisation, les banques n'assument plus les risques de non-remboursement de leurs clients. Elles sont ainsi tentées d'accorder inconsidérément des prêts. C'est ce qui s'est passé aux USA dans la crise dite des subprimes. De nombreux emprunteurs de base ne pouvaient plus rembourser et se sont fait saisir leur maison. C'est ensuite tout le système qui s'est effondré. Mais ceux qui avaient déjà empoché les primes, vendu et revendu leurs parts à temps - en un mot les initiés, les protagonistes de ces affaires - n'ont rien perdu.

On peut titriser n'importe quoi ?

Presque tout ce qui dégage des bénéfices réguliers : des créances commerciales, des loyers, des royalties, de futures rentrées financières comme celles des péages autoroutiers ! Un chanteur a même titrisé les revenus à venir de ses productions.

Les créances titrisées sont sorties du bilan de la banque qui peut ainsi prêter (et gagner) plus.

Le risque (non-remboursement par les emprunteurs) est transféré à d'autres (les porteurs de FCC).
(voir les actifs pourris, sur le panneau Goldman Sachs)

Dans ce procédé, mon emprunt est devenu, sans que je le sache, un produit de marché. Je peux même me trouver acheteur de parts de SICAV montées grâce à mon emprunt.
Incroyable : je deviens mon propre banquier !

Au bilan :

On vend du vent !

La seule chose concrète qui existe dans le processus financier décrit, c'est le projet matériel initial pour lequel on a un prêt (maison, etc.).

Dans les étapes suivantes, on ne vend rien de concret : « la banque est devenue une épicerie, qui achète de l'argent aux épargnants et le revend sous forme de crédit en espérant faire du bénéfice. »

Alors, pourquoi le succès de la titrisation ?

Une seule réponse : l'appât du gain immédiat.

Le nouveau produit financier fabriqué par titrisation n'apporte rien de socialement utile mais il rapporte. Évalué par les agences de notation, il est émis avec un taux de rendement financier supérieur à celui des placements plus classiques et attire les acheteurs, qui en général ne savent pas ce qu'ils achètent réellement.

En quelques années, 90% des crédits alloués aux USA ont disparu des comptes des banques grâce à la titrisation.

Après le succès est venue la grande crise, crise inévitable

Pensez-vous que le petit emprunt que vous faites pour acheter une maison puisse enrichir des prêteurs dans une cascade sans fin ? Par quel miracle l'argent se multiplierait-il ainsi ? La titrisation est une fuite en avant qui ne peut pas être sans risques.

Le marché

Tout le monde sait ce que veut dire le marché aux poissons ou le marché aux légumes ; c'est le lieu où se rencontrent vendeurs et acheteurs de poissons ou de légumes. Sur les petits marchés, les vendeurs et acheteurs sont des particuliers. Sur ces marchés interviennent des négociants qui achètent lorsque les prix sont bas, pour revendre plus cher lorsque les prix auront monté ; on dit alors que les négociants spéculent. C'est la loi de l'offre et de la demande qui fixe les prix.

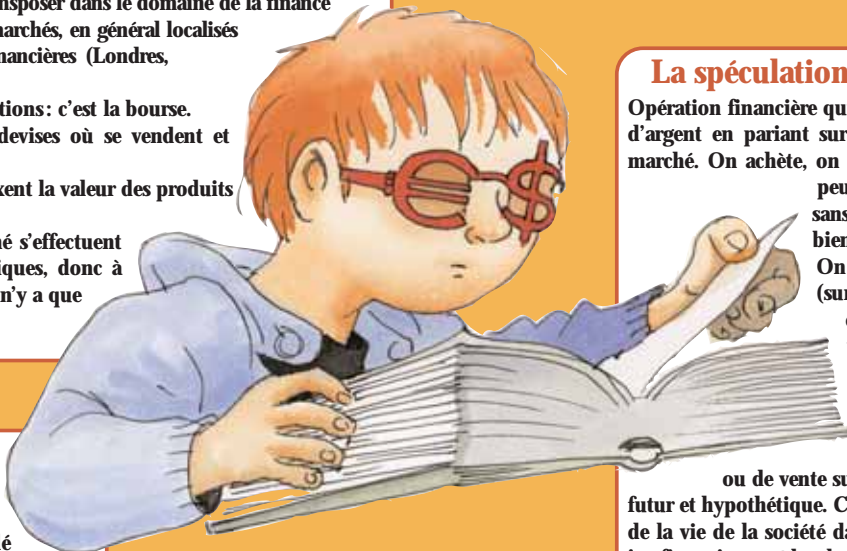
Cette définition peut se transposer dans le domaine de la finance où il existe de nombreux marchés, en général localisés dans les grandes places financières (Londres, New York...).

Il existe un marché aux actions : c'est la bourse.

Il existe un marché des devises où se vendent et s'achètent les monnaies...

Ce sont les marchés qui fixent la valeur des produits financiers.

Les transactions de marché s'effectuent à l'aide d'outils informatiques, donc à de très grandes vitesses. Il n'y a que des jeux d'écritures.



Une action est un titre de propriété sur l'entreprise qui l'a émise. Les actions s'échangent sur le marché des actions, aussi appelé Bourse des valeurs.

Un trader (négociant en valeurs boursières)

Dans le domaine de la finance, les négociants sont appelés traders ou golden boys. Ils ont pour mission d'acheter le moins cher possible et de vendre le plus cher possible des produits financiers : actions, obligations, devises. Le trader peut acheter, par exemple, des actions à Londres et les revendre aussitôt à Paris, le seul but étant de faire des profits. Ces traders agissent pour le compte de grandes banques ou de sociétés financières. En 2006, un trader a empoché un salaire de l'ordre du milliard de dollars.

Une obligation

est un titre correspondant à un emprunt émis par un état ou une entreprise donnant lieu à un taux de rémunération fixé au départ.

Exemple : le règlement de la dette grecque correspond à des obligations.

La spéculation

Opération financière qui a pour but de réaliser un gain d'argent en pariant sur les fluctuations des cours du marché. On achète, on détient, on vend tout bien qui peut être financièrement exploité sans s'intéresser à l'usage réel de ce bien, juste pour gagner de l'argent. On parle de spéculation financière (sur les titres de propriété et de créances), de spéculation monétaire (sur les taux de changes, les taux d'intérêt), de spéculation immobilière, foncière etc.

Le spéculateur prend aujourd'hui des décisions d'achat ou de vente sur la base d'un état économique futur et hypothétique. C'est un parieur qui n'a que faire de la vie de la société dans laquelle il vit, mais dont le jeu financier peut bouleverser l'économie réelle. Un spéculateur peut, par exemple, faire s'effondrer la monnaie d'un pays : ainsi, le 16 septembre 1992, Soros (financier milliardaire américain) vend 10 milliards de livres sterling, pariant à la baisse, ce qui conduit la Banque d'Angleterre à retirer sa devise du système monétaire européen. La plus-value pour Soros a été de 1,1 milliards de dollars.

Une banque centrale

est une institution chargée par un État (ou un ensemble d'États) d'appliquer la politique monétaire. Ses principales missions sont :

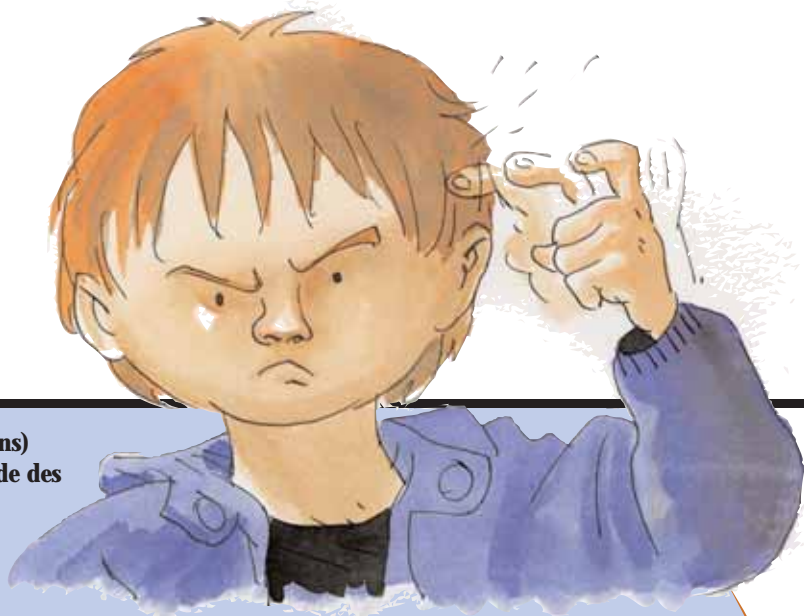
- Émission exclusive des billets du pays.
- Fixation des taux d'intérêts et des taux de réserve des banques de dépôt.
- Maîtrise de l'inflation.
- Stabilité du système financier : en cas de crise, elle doit s'assurer que les circuits de financement de l'économie retrouvent rapidement un fonctionnement normal.

Les banques centrales n'ont pas de rôle strictement identique ou la même organisation politique dans tous les pays. Certaines sont totalement indépendantes du pouvoir politique (BCE dans la zone euro), d'autres partiellement (FED aux USA).

Une agence de notation

est un organisme privé chargé d'évaluer divers acteurs économiques (banques, États, collectivités locales ou opérations financières). Les seuls critères pris en compte sont financiers. Il n'y a aucun critère social ou environnemental. Les notations de ces agences : AAA (sécurité maximale), AA, A, BBB... D (défaut de paiement) sont étudiées attentivement par les marchés financiers.

Ces agences sont des entreprises rémunérées par les demandeurs de notation. Le manque de transparence et de graves erreurs sont reprochées, à juste titre.



Le 16 avril 2010, la SEC (contrôleur des marchés américains) dépose plainte pour fraude à l'encontre de la « plus grande des banques du monde », la Goldman Sachs, contre son PDG et contre l'un de ses traders...

La banque – qui apprend la nouvelle par voie de presse – est accusée de manipuler ses clients pour les amener à investir dans des titres dont elle mise parallèlement sur leur effondrement.

Étonnant pour une banque de conseil dont la charte interne dit :
« *L'intérêt de nos clients vient toujours en premier lieu.* »

C'est qu'elle est passée en 30 ans de la situation de banque d'affaires classique à celle de « vaste casino spéculatif » aux mains d'un état-major de traders, qui parie sur tout et n'importe quoi pour gagner vite et plus.

Le CDO (collateralized debt obligation) nommé ABACUS 2007-AC1 qui est en cause est un portefeuille de 90 titres adossés à des prêts immobiliers dits *subprime* ou *midprime*, basé sur des actifs pourris...

Au moment où Goldman Sachs vend ses titres ABACUS, la preuve de l'insolvabilité des emprunteurs immobiliers est déjà faite...

– *L'information était disponible, dit la banque, on n'a rien caché, les clients n'avaient qu'à étudier le dossier...*

Mais le dossier fait 5 700 pages ! et puis les agences de notation ont octroyé au CDO Abacus la note maximum AAA ! Cette note AAA est d'ailleurs donnée à un dossier dont chacune des parties n'a obtenu que la note BBB !

À qui faire confiance ?

Et pour mieux apprécier l'importance du combat de la SEC contre Goldman Sachs, ces deux informations :

Les gouvernements américains ont souvent fait appel à des dirigeants de Goldman Sachs pour occuper de très hautes fonctions publiques : chefs de cabinet du Président ou de ministres, secrétaire au trésor, président de la réserve fédérale... On en dénombre dix entre 1950 et 2010... Et c'est un ancien vice-président de Goldman Sachs (de 2002 à 2005), qui devient Président de la Banque centrale européenne en 2011.

Dans le dossier contractuel signé avec le client, Goldman Sachs baptise « obligations » ces titres pourris... Il se paie même le luxe d'écrire qu'il peut y avoir de potentiels conflits d'intérêts, et qu'il ne donne pas toute l'information utile à l'évaluation du risque...

Comme cela, le client acquiert les titres en sachant qu'il n'a pas toute l'info et que le vendeur peut jouer double jeu ! Donc, ce client, il n'a rien à réclamer après... Certes, la Banque a fabriqué un produit financier au profit d'un fonds spéculatif qui misait sur l'effondrement et n'en a pas averti ses clients, mais elle a des arguments pour se défendre cette banque... En voici quelques-uns :

Nous sommes au service de nos clients, nous ne sommes pas leur conseil (du trader qui a vendu le produit)...

Qui sont d'ailleurs ces clients ?

Des investisseurs institutionnels, fonds de pension et compagnies d'assurances à la recherche d'un placement... par exemple dans l'immobilier quand il était jugé sûr. Ces clients, « *ce sont des professionnels confirmés... dans le contexte des marchés, il n'y a pas de conflit. Chacun choisit le risque qu'il prend* » (du PDG).

En clair, « *s'il y a des clients un peu lents de la comprenette, on n'a pas à s'en préoccuper.* »

L'arrogance et le mépris font partie de la politique de Goldman Sachs.

Goldman Sachs accompagne les investisseurs à Athènes. Il fait, fin 2009, une proposition au premier ministre grec de lui vendre un instrument financier permettant de débudgétiser une partie de la dette du service de santé grec. On voit jusqu'à quel niveau des États s'étend le pouvoir des banques.

Y a-t-il un pilote dans l'avion autre que la cupidité ?

De nombreuses crises bancaires et financières ont marqué l'histoire des hommes.

Depuis la crise de la tulipe en 1634 jusqu'à la crise des subprimes en 2007, en passant par la crise de 1929, l'histoire est jalonnée de crises. Elles peuvent être plus ou moins rudes : la crise des subprimes a fait disparaître ou vaciller des mastodontes financiers : 115 banques aux États-Unis, Lehmann Brothers, Dexia... De nombreux pays ont enregistré des taux de chômage historiques. La crise actuelle est due à un large ensemble de dysfonctionnements, notamment les trop grands risques pris par les établissements financiers et l'opacité totale de leur gestion.

Pourtant des outils existent pour prévenir les crises ; les banques et tous les établissements financiers sont supervisés par des autorités de contrôle qui tentent de faire appliquer la réglementation.

En France, on a :

- une commission de contrôle des banques,
- une autorité de contrôle des assurances et mutuelles,
- une autorité de contrôle des marchés financiers et des marchés boursiers.

En Europe : environ soixante autorités tentent de se coordonner.

À l'échelle mondiale : le G20 a installé en 2009 un conseil de stabilité financière, dont on attend toujours les résultats.

Mais qui nomme ces commissions ?

Quelle est leur légitimité ?

**Y a-t-il une volonté politique de supervision ?
On en doute !**



Depuis l'immense dérèglementation initiée dans les années 1980 avec la suppression de l'encadrement du crédit, la libéralisation des taux d'intérêt etc..., **les autorités de contrôle ont peu de pouvoir** pour superviser les banques et la finance. De nouvelles réglementations semblent peu prometteuses : un lobbying financier énorme s'attache à rendre la réglementation laxiste.

Des Banques centrales pour secourir le système :

Les Banques centrales ont peu de poids dans la supervision préventive : en cas de crise leur rôle est principalement de secourir les banques. Les banques en faillite suite à la crise des subprimes (Lehmann brothers, banques islandaises...) ont laissé à la Banque centrale européenne une ardoise de plus de 1 milliard d'euros.

Il reste beaucoup à inventer et à appliquer pour réorganiser les dispositifs de supervision, et les banques ne constituent pas le secteur le plus difficile. Il y a les sociétés de courtage, les fonds de pension et de retraite, les hedge funds (fonds non réglementés spéculatifs), les paradis fiscaux... Jusqu'à présent, les inventions financières destinées à faire de l'argent ont été plus rapides et plus astucieuses que la supervision... sans doute parce que sans scrupules.

Les banques sont à nous !

Ensemble, exigeons :

- L'instauration d'un **contrôle social sur les banques**, avec un directoire constitué de managers compétents et un conseil de surveillance composé de sociétaires, salariés et représentants de la société civile.
- La **séparation des banques d'investissement et de dépôt** pour se protéger contre les comportements spéculatifs.
- La **réduction de la taille des banques** : aujourd'hui environ 50 banques dominent la finance mondiale et manipulent le pouvoir politique grâce à des influences souterraines difficiles à repérer et à contrer.
- La révision du mandat de la **Banque centrale européenne** de façon à lui permettre le **financement des États membres** de la zone Euro et l'instauration d'une régulation mettant en cause son indépendance totale..

HIER



DEMAIN

Dès maintenant :

- **Réclamons des informations précises** à notre banque sur ses pratiques : la démocratie, l'impact social et environnemental, la politique sociale et salariale et les comportements sur la prise de risques et la spéculation.
- Renseignons-nous sur la **notation des banques**, initiée par les Amis de la terre et Attac, et tenons-en compte.
- **Changeons** de banque si notre banque ne veut pas changer.
- Soutenons les **banques éthiques**.
- **Engageons-nous** dans les manifestations d'indignation et les mouvements sociaux.
- **Soyons acteurs**, travaillons à inventer des solutions, engageons-nous dans les actions collectives locales : cigales, financements de proximité, monnaie locale, etc.
- **Pensons** l'argent autrement.



Discutons ensemble

adhérez à Attac qui, depuis 1999, se bat

- pour l'instauration d'une taxation sur les transactions financières destinée à bloquer la spéculation
- pour la suppression des paradis fiscaux.

A
G
I
S
S
O
N
S

Attac 49

1 rue Bardoul
49100 ANGERS

Attac49@attac.org

<http://local.attac.org/attac49/>

Ces panneaux ont été réalisés par le groupe « Tobin » d'Attac49.

Les dessins sont d'Étienne Davodeau,
La mise en page d'Anne Bourgeais,
novembre 2011.Attac France
attacfr@attac.org
www.france.attac.org

Avec le soutien d'Attac France